



La politique étrangère et de sécurité européenne : politique commune ou agrégat de diplomaties nationales ?



Auteur : Maxime Lefebvre

Malgré le lancement d'une politique étrangère puis de défense commune, l'Union européenne n'a pas véritablement dépassé le stade westphalien de l'organisation des relations internationales. Elle est le plus souvent divisée sur les grands sujets et sur les crises majeures. Elle ne veut pas faire la guerre. La solution à ces blocages ne peut être que pragmatique : agir davantage ensemble, formuler les intérêts européens, et développer les outils communs. L'année 2014, avec les changements qui s'annoncent à la tête des institutions, peut être l'occasion d'un renouveau.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Franco-allemand - Rennes - Débat/Europe **Crise financière :** Allemagne - Grèce - Banque mondiale - Troïka **Commission :** PME - Emploi - Extrémisme **Parlement :** Grèce - Alimentation - Environnement - Déchets - Libre circulation - Marchés publics **Conseil :** Diplomatie - Marchés financiers **BCE :** Femme/directoire **Allemagne :** Énergie **Chypre :** Energie **France :** Franco-allemand - Autriche - Démographie **Grèce :** Erasmus+ **Hongrie :** Élections - Russie **Lituanie :** Euro **Pays-Bas :** Gaz **République Tchèque :** Premier ministre **Royaume-Uni :** Energie - Ecosse **Ukraine :** Répression - Russie **Suisse :** Fiscalité **Aéronautique :** Airbus **Espace :** Rosetta **Eurostat :** Commerce - Inflation **Etudes/Rapports :** Piraterie - Bulgarie/Roumanie - Risques mondiaux **Culture :** Expo/Saint Marin - Art/Bruxelles - Art/Bordeaux - Islande/Paris

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

La coopération franco-allemande : situation actuelle et perspectives



La Maison Heinrich Heine organise le 22 janvier 2014 un débat sur "François Hollande – Angela Merkel ; 2014 – 2017 : La coopération franco-allemande en Europe : situation actuelle et perspectives" auquel participera le président de la Fondation Robert Schuman, Jean-Dominique Giuliani. Le 3e gouvernement Merkel ouvre une nouvelle séquence pour la coopération franco-allemande en Europe dont les divergences ou les convergences seront peut-être accentuées par la présence du SPD... [Lire la suite](#)

Rendez-vous d'Europe

Le Centre d'excellence Jean Monnet de Rennes et l'Association Europe - Rennes 35 organisent, en partenariat avec la Fondation Robert



Schuman, les Rendez-vous d'Europe 2014 sur le thème "2014, année électorale européenne : les enjeux à venir". Du 20 janvier au 17 mars, ce cycle de conférences décrypte les grands dossiers qui mobiliseront les débats de la campagne des élections européennes de mai 2014. Les conférences se dérouleront à la Faculté de droit et de sciences politiques de Rennes. L'entrée est libre... [Lire la suite](#)

Les idées de Robert Schuman



Afin d'animer les débats sur l'Europe dans la perspective des élections européennes de mai 2014, l'association "La Fraternité internationale" met en scène un spectacle intitulé "Le procès de Robert Schuman", exposant les arguments des antieuropéens et les réponses et propositions des avocats du Père de l'Europe et de la construction européenne. Ce débat aura lieu le 25 janvier. La réservation est obligatoire... [Lire la suite](#)

Crise financière :

Allemagne: Croissance ralentie en 2013, mais déficit budgétaire inférieur aux prévisions



La croissance de l'économie allemande a ralenti en 2013. Après 0,7% en 2012 et 3,3% en 2011, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) allemand a atteint 0,4% en 2013, a indiqué l'Office fédéral des statistiques (Destatis) le 15 janvier 2014. Toutefois, l'économie allemande a progressé "d'environ" 0,25% au quatrième trimestre 2013, par rapport au troisième d'après Destatis. Par ailleurs, le déficit budgétaire de l'Allemagne en 2013 est ressorti inférieur aux prévisions, à 22,1 milliards d'euros, grâce à des dépenses moins élevées que programmé d'après une annonce du ministère des Finances. Ce sont trois milliards de moins que les 25,1 milliards d'euros prévus, a ajouté dans un communiqué le ministère, qui avait toutefois indiqué dès décembre qu'il ferait vraisemblablement mieux qu'annoncé... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

La Grèce enregistre un excédent budgétaire en 2013



La Grèce parviendra à un excédent budgétaire primaire (hors service de la dette) "d'au moins 800 millions d'euros" en 2013 au vu des résultats du budget de l'Etat sur douze mois, a annoncé le 14 janvier 2014 le ministre adjoint des Finances, Christos Staikouras. Le budget de l'Etat sur les douze mois de l'année 2013 présente un excédent de 691 millions d'euros, selon les documents présentés par le ministère à la presse, ce qui, une fois réintégré les comptes des administrations locales notamment, devrait aboutir à l'excédent primaire évoqué par le ministre : cet excédent était l'un des principaux objectifs macroéconomiques de la Grèce pour 2013 ainsi que la condition fixée par ses créanciers à un futur allègement de sa dette... [Lire la suite](#)

2014, un tournant pour l'économie mondiale, selon la Banque mondiale



Le 14 janvier 2014, la Banque mondiale a publié ses Perspectives économiques mondiales. Elle annonce que "l'économie mondiale est à un tournant" : la croissance s'accélère dans les pays en développement et les économies à revenu élevé se redressent. Le président du Groupe de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a tout de même déclaré que les risques n'étaient pas abolis pour les pays en développement et que ces derniers se devaient de mettre en place des réformes structurelles de manière à gérer ces risques. Le taux de croissance du PIB mondial devrait passer de 2,4% en 2013 à 3,2% en 2014 et à 3,4% en 2015, selon les prévisions de l'organisation internationale... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Efficacité de la Troïka: auditions d'Olli Rehn, Jean-Claude Trichet et Klaus Regling



Afin d'évaluer l'efficacité de la Troïka (BCE, FMI et Commission européenne), la commission en charge des affaires économiques et monétaires du Parlement européen a auditionné le commissaire européen Olli Rehn le 13 janvier 2014, l'ancien président de la BCE Jean-Claude Trichet le 14 janvier et le directeur exécutif du MES Klaus Regling le 15 janvier. Les députés ont conclu que "le mécanisme européen de lutte contre la crise avait besoin de véritable responsabilité démocratique et de canaux de responsabilités

clairs, et qu'il devait prendre davantage en compte les conséquences sociales et avoir la capacité de corriger les recommandations politiques lorsqu'elles se révèlent inadéquates"... [Lire la suite](#)

Commission :

Nouvelles règles sur le financement des risques



La Commission européenne a adopté le 15 janvier 2014 de nouvelles lignes directrices fixant les conditions auxquelles les États membres peuvent accorder des aides destinées à faciliter l'accès au financement pour les PME et les entreprises à moyenne capitalisation européennes. Certaines PME et entreprises à moyenne capitalisation, en particulier les PME innovantes, ayant des perspectives de croissance, qui en sont aux premières phases de leur développement, éprouvent des difficultés à obtenir des financements, même lorsqu'elles recèlent un potentiel intéressant. Les aides d'État peuvent contribuer à combler ce déficit de financement, non pas en remplaçant les sources de financement existantes mais en permettant d'attirer de nouveaux capitaux dans de nouvelles entreprises grâce à des instruments financiers et des mesures fiscales bien conçus... [Lire la suite](#)

Renforcer le réseau paneuropéen de recherche d'emploi



Le 17 janvier 2014, la Commission européenne a présenté une proposition qui vise à renforcer le réseau paneuropéen de recherche d'emploi (EURES), afin d'augmenter le nombre d'offre d'emplois, d'accroître les chances de recrutement des travailleurs et d'aider les employeurs à pourvoir leurs emplois vacants de manière plus rapide et adéquate. Par ailleurs, cette proposition permettra aux citoyens qui le souhaitent, de partir travailler à l'étranger. Dans sa proposition, la Commission suggère d'accroître la transparence des recrutements et de renforcer la coopération entre États membres... [Lire la suite](#)

Renforcer la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent



La Commission européenne a présenté le 15 janvier 2014 une communication reprenant 10 domaines dans lesquels les États membres et l'Union sont appelés à renforcer leurs actions afin de prévenir toute forme de radicalisation et d'extrémisme violent. Parmi les dispositions proposées, la Commission suggère de créer un pôle européen de connaissance sur l'extrémisme violent, d'élaborer des formations pour les intervenants de première ligne et d'octroyer un soutien financier aux projets luttant contre la propagande terroriste qui ont recours aux moyens de communication modernes ainsi qu'aux médias sociaux. Enfin, la Commission invite les États membres à mettre en place des programmes qui encouragent les membres de groupes extrémistes à renoncer à la violence... [Lire la suite](#)

Parlement :

Les priorités de la présidence grecque



Stimuler la croissance et l'emploi, poursuivre les travaux sur l'union bancaire et répartir de manière plus efficace la politique d'immigration figurent parmi les priorités de la présidence grecque du Conseil des ministres de l'UE que le Premier ministre grec, Antonis Samaras, a présentées, le 15 janvier 2014, aux députés européens. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a souligné que l'objectif principal de l'Union européenne était de restaurer la croissance, la compétitivité et l'emploi... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Renforcer les contrôles dans la chaîne alimentaire



Le 14 janvier 2014, les députés européens ont adopté par 659 voix, contre 24 et 8 abstentions, une résolution non législative qui appelle l'Union européenne à revoir le fonctionnement de la chaîne alimentaire, à renforcer les contrôles et à revoir la législation d'étiquetage, suite aux fraudes alimentaires parmi lesquelles figure la commercialisation de viande de cheval et de bœuf... [Lire la suite](#)

Réduction des émissions de CO2 pour les véhicules utilitaires légers

Le 14 janvier 2014, les députés européens ont adopté par 552 voix,



contre 110 et 12 abstentions, la diminution des émissions de CO2 de 203 g/km actuellement en vigueur à 147 g/km d'ici 2020, pour les nouveaux véhicules utilitaires légers qui seront vendus dans l'Union. L'objectif de 147 g/km d'ici 2020 représente les émissions moyennes maximum autorisées par fabricant au sein de l'Union, pour l'ensemble des camionnettes de plus de 2,610 tonnes vides et 3,5 tonnes chargées. Le projet législatif fait l'objet d'un accord avec les Etats membres et demande également l'introduction de méthodes plus fiables pour les tests des émissions de CO2... [Lire la suite](#)

Les députés européens veulent réduire les déchets plastiques



A travers une résolution non législative, les députés européens ont plaidé le 14 janvier 2014 à l'élaboration d'une stratégie européenne qui réduit les déchets plastiques dans l'environnement. Ils ont également appelé à l'interdiction dès 2020 des matières plastiques les plus dangereuses et de certains sacs. Enfin, ils ont proposé d'intégrer dans la législation européenne des objectifs spécifiques en matière de collecte et de tri des déchets... [Lire la suite](#)

Les députés soutiennent la libre circulation et refusent l'achat de la citoyenneté



Le 16 janvier 2014, les députés européens ont adopté une résolution contestant fermement la position de certains dirigeants de l'Union qui souhaitent des changements et des restrictions en matière de liberté de circulation. Ils ont estimé que les propositions limitant le nombre de migrants de l'Union européenne étaient contraires au Traité. Par ailleurs, les députés européens se sont inquiétés de plusieurs systèmes établis dans différents États membres et en particulier à Malte, qui débouchent sur la vente de la citoyenneté nationale et donc européenne. Dans ce sens, ils ont adopté une résolution par 560 voix, contre 22 et 44 abstentions... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Nouvelle réglementation européenne sur les marchés publics



Les députés européens ont adopté une nouvelle réglementation européenne sur les marchés publics et les contrats de concession qui ont fait l'objet d'un accord avec le Conseil en juin 2013. Ces mesures permettront d'obtenir un meilleur rapport qualité-prix lors de la conclusion de contrats de concession ou lors de l'attribution de travaux, de biens ou de services. Par ailleurs, les petites et moyennes entreprises pourront soumettre plus facilement des offres. Enfin des dispositions plus strictes en matière de sous-traitance ont été prévues... [Lire la suite](#)

Conseil :

Soutien à la conférence de paix sur la Syrie et lancement d'une opération militaire de l'UE en Centrafrique



Le 20 janvier 2014, les 28 ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont apporté leur soutien à la conférence de paix pour la Syrie qui se tiendra le 22 janvier 2014, à Genève. Ils ont rappelé que l'objectif de la conférence était de former par consentement mutuel un Conseil de transition qui sera doté des pouvoirs exécutifs, comprenant les domaines de sécurité, militaire et de renseignement. Les ministres ont évoqué également la situation en Afghanistan. Enfin, ils ont approuvé le lancement d'une opération militaire de l'Union européenne en Centrafrique, en appui aux forces africaine et française, avec des soldats qui seraient chargés d'aider à la sécurisation de Bangui... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Accord sur les marchés financiers (MIFID)



Un accord de principe a été obtenu entre le Parlement européen et le Conseil pour mieux encadrer les marchés d'instruments financiers, afin de limiter la spéculation et de rétablir la confiance des investisseurs mise à mal par la crise. Cet accord arraché le 15 janvier 2014 a permis de sortir de l'impasse, plus de deux ans après la présentation par la Commission européenne de sa proposition de révision de la directive européenne sur les marchés d'instruments financiers, dite Mifid. La nouvelle loi européenne permettra de "rendre les marchés financiers plus sûrs et plus efficaces, de mieux protéger les investisseurs, de limiter la spéculation sur les marchés des matières premières et de réguler le trading à haute fréquence" qui repose sur des transactions

financières effectuées à la nanoseconde... [Lire la suite](#)

BCE :

Sabine Lautenschläger au sein du directoire de la BCE



Le 16 janvier 2014, les députés européens ont approuvé la nomination de l'Allemande Sabine Lautenschläger au sein du directoire de la Banque centrale européenne, afin de remplacer Jörg Asmussen. Madame Lautenschläger, 49 ans, vice-présidente de la Banque centrale allemande, où elle est chargée de la surveillance des établissements de crédit, avait été recommandée par le Conseil de l'Union européenne le 7 janvier... [Lire la suite](#)

Allemagne :

Toujours plus d'électricité d'origine renouvelable en Allemagne



En 2013, les énergies renouvelables ont fourni 23,4% de l'électricité consommée en Allemagne, selon l'Association fédérale des industries de l'énergie et de l'eau (BDEW). C'est un nouveau record. En 2012, le chiffre était de 22,8%. Ces évolutions sont conformes au programme allemand de "tournant énergétique" (Energiewende). Ce dernier prévoit la sortie du nucléaire d'ici à 2022, et le remplacement des centrales à charbon actuelles par des centrales plus modernes et moins polluantes. Le principal objectif de l'Energiewende demeure toutefois le basculement vers une nouvelle ère : d'ici à 2050, les énergies renouvelables fourniront 80 % de l'électricité consommée en Allemagne... [Lire la suite](#)

Chypre :

Le gouvernement britannique s'intéresse au secteur énergétique chypriote



A l'occasion de la rencontre du Premier ministre britannique David Cameron avec le Président chypriote Nicos Anastasiades le 15 janvier 2014, les ministres britannique et chypriote de l'énergie ainsi que des chefs d'entreprises de ce secteur se sont rencontrés le 16 pour approfondir la coopération dans ce secteur et ont associé des entrepreneurs de ce domaine à la réflexion... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

France :

Annonce d'une coopération franco-allemande dans l'énergie, la défense et l'économie



Le 14 janvier 2014, lors de sa troisième conférence de presse depuis le début de son quinquennat, le président français François Hollande a, entre autres, annoncé ses propositions pour l'Europe en 2014. Il a souligné que l'Union européenne avait atteint en 2013 des résultats importants pour la zone euro (union bancaire notamment). Il voit dans l'année 2014 un temps de relance pour l'Europe. Selon lui, les initiatives doivent d'abord être entre la France et l'Allemagne. Trois propositions sont ainsi faites : une convergence économique et sociale ; une coordination pour la transition énergétique ; un couple franco-allemand pour l'Europe de la Défense. Le président français souhaite une union économique et monétaire avec un gouvernement propre à la zone euro ayant des objectifs tels que la croissance et l'emploi et une capacité financière... [Lire la suite](#)

Emploi et croissance en Europe : ambition commune entre la France et l'Autriche



Les 16 et 17 janvier 2014, le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault s'est rendu en Autriche où il a rencontré le Chancelier autrichien, Werner Faymann. Après un entretien, le 16 janvier 2014, les deux chefs de gouvernement ont annoncé que la croissance et l'emploi devaient être les priorités européennes des deux pays. Ils ont appelé à un travail commun pour aider l'Europe à parfaire sa sortie de crise. Le Premier ministre français a affirmé : "L'Europe a besoin d'une perspective" et a incité l'Europe à prendre le dialogue social autrichien en exemple. Il a aussi rencontré le président autrichien, Heinz Fischer... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

L'INSEE publie son bilan démographique pour 2013

Le 14 janvier 2014, l'Institut national de la statistique et des études économiques français (INSEE) a publié le bilan démographique de la



France en 2013. Le communiqué annonce que la France comptait 66 millions d'habitants au 1er janvier 2014 : 63,9 millions en France métropolitaine, 1,9 million dans les départements d'outre-mer hors Mayotte et 0,2 million à Mayotte. L'INSEE pointe le fait que la France connaît en 2013 la croissance démographique la plus faible depuis 2000, une croissance principalement liée au solde naturel. S'il reste "un des plus élevés d'Europe", le taux de fécondité français est en légère baisse en 2013. Pour ce qui est de l'espérance de vie, elle a augmenté en 2013, après une légère baisse en 2012...

[Lire la suite](#)

Grèce :

Lancement du programme Erasmus +



Le 16 janvier 2014, le programme "Erasmus +" a été lancé à l'Académie d'Athènes par la Commissaire en charge de l'éducation et de la culture, du multilinguisme et de la jeunesse, Androulla Vassiliou, en présence du ministre de l'enseignement, Constantine Arvanitopoulos, et du ministre de la culture et des sports, Panos Panayiotopoulos. Plus de quatre millions de personnes devraient bénéficier d'une bourse de l'Union pour étudier, se former, acquérir une expérience professionnelle ou travailler bénévolement à l'étranger au cours des sept prochaines années. Erasmus+ sera doté d'un budget de 14,7 milliards €, soit 40% de plus que les programmes précédents pour 2007-2013... [Lire la suite](#)

Hongrie :

Élections législatives en Hongrie



Le président hongrois Janos Ader a indiqué le 18 janvier 2014 à Budapest avoir choisi le 6 avril pour tenir les prochaines élections législatives. "Je désigne le 6 avril comme date officielle des élections législatives", a indiqué le président dans un communiqué, précisant qu'il avait choisi la date la plus proche possible pour permettre au pays d'avoir un nouveau gouvernement aussi vite que possible... [Lire la suite](#)

La Hongrie et la Russie signent un accord de coopération nucléaire



Le 14 janvier 2014, le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, a rencontré le président russe, Vladimir Poutine, à Moscou. Ils ont évoqué les relations commerciales entre les deux pays. Dans le communiqué, les deux hommes ont souligné que la Russie, après l'Allemagne et l'Autriche, représentait le troisième partenaire commercial de Budapest. Ils ont annoncé la signature d'un accord de coopération nucléaire visant à construire deux nouvelles unités dans la centrale nucléaire de Pask qui assure 40 % de la production électrique hongroise... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Lituanie :

Le gouvernement lituanien s'engage à adopter l'euro en 2015



Le 15 janvier 2014, le gouvernement lituanien a approuvé un projet de loi sur l'introduction de l'euro en Lituanie. Le projet a été proposé par le ministre des Finances et doit encore être approuvé par le Seimas (Parlement). Le projet prévoit le changement de monnaie et toute l'organisation pratique qu'il nécessite. Il a aussi été soumis à la Banque centrale européenne. Cela fait suite à la déclaration devant la presse du Premier ministre lituanien, Algirdas Butkevicius, le 14 janvier 2014 : "Nous nous sommes mis d'accord pour avoir l'euro en Lituanie au 1er janvier 2015". Il avait alors souligné que l'adoption de l'euro stimulerait l'économie lituanienne en facilitant le commerce, les investissements étrangers et la création d'emplois... [Lire la suite](#)

Pays-Bas :

Réduction de la production de gaz naturel aux Pays-Bas



La production de gaz naturel aux Pays-Bas, deuxième producteur européen, sera réduite de près de 20% à la suite de tremblements de terre à répétition, ce qui va provoquer un important manque à gagner pour l'État, a indiqué le gouvernement néerlandais le 17 janvier 2014. "Le problème des tremblements de terre est un problème pour tous les Néerlandais", a déclaré le ministre des Affaires économiques, Henk

République Tchèque :

Bohuslav Sobotka nommé Premier ministre



Le 17 janvier 2014, le président tchèque, Milos Zeman, a nommé Premier ministre Bohuslav Sobotka. La liste des ministres doit être approuvée d'ici à la fin du mois de janvier. M. Sobotka, leader du parti social-démocrate (CSSD), s'est engagé à augmenter les retraites et les salaires minimaux en gardant le déficit sous le seuil de 3% du PIB. Il s'est dit favorable au respect des règles du pacte budgétaire élaboré par l'Union européenne... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Royaume-Uni :

Le gaz de schiste au coeur des priorités du gouvernement britannique



Alors que l'entreprise française Total a annoncé dans un communiqué le 13 janvier qu'elle avait investi dans le gaz de schiste britannique en contribuant à hauteur de 40% dans deux permis d'exploration et de production du gaz de schiste au Royaume-Uni, le Premier ministre britannique a annoncé le même jour que les collectivités locales bénéficieraient d'avantages importants si elles donnaient leur feu vert à l'exploitation des réserves de gaz de schiste locales. Ainsi, elles auraient droit à 100% des bénéfices tirés de l'exploitation de ces ressources (au lieu de 50% habituel) ce qui devrait leur rapporter environ 2 millions d'euros par an. Selon un rapport du département pour l'énergie, plus de la moitié du sous-sol britannique abriterait du gaz de schiste. Le gouvernement voit là une possibilité de relancer l'économie britannique... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Indépendance de l'Ecosse?



A l'approche d'un référendum en Ecosse en septembre sur une sécession éventuelle, le gouvernement britannique a publié une série de rapports sur les atouts de la présence de l'Ecosse au sein du Royaume-Uni. Ce 9e rapport, publié le 17 janvier 2014, se penche sur les bénéfices que tire l'Ecosse de la politique étrangère britannique et de sa présence au sein de l'Union européenne. Le ministre britannique des Affaires étrangères, William Hague, a indiqué en quatre points les avantages dont bénéficient les Ecossais: le réseau diplomatique britannique à travers le monde, la capacité du gouvernement britannique à défendre les intérêts économiques écossais par ce réseau, la force du réseau britannique pour assurer la sécurité de ses ressortissants, et les difficultés que l'Ecosse rencontrera vis-à-vis de l'Union européenne pour y adhérer tout en conservant la possibilité d'être en dehors de la zone euro et de l'espace Schengen... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Ukraine :

Violences et lois répressives : le président ukrainien promet de créer une commission



Le 19 janvier 2014, plus de 200 000 opposants ont manifesté sur la place de l'Indépendance pour protester contre l'adoption de nouvelles lois renforçant la répression. Les tensions ont été vives entre les forces de l'ordre, 100 personnes ont été blessées. Face à la montée de la violence et suite à un entretien de Vitali Klitschko avec le président ukrainien, ce dernier a annoncé la création d'une commission avec des représentants de l'opposition pour mettre fin à la crise. Le 16 janvier, le parlement ukrainien, dominé par les députés du parti des régions, avait adopté des lois dénoncées par l'opposition et la communauté internationale. Ces textes durcissent, en effet, les sanctions à l'encontre des manifestants rassemblés sur la Place de l'Indépendance. L'installation non-autorisée de tentes ou d'estrades dans des endroits publics est désormais passible de 15 jours de détention. Par ailleurs, ils prévoient des peines de prison allant jusqu'à cinq ans pour les personnes bloquant les bâtiments officiels. La diffamation sur internet sera aussi punie. Le 20 janvier 2014, les ministres européens des Affaires étrangères, réunis à Bruxelles, ont déploré les violences contre les manifestants pro-européens à Kiev et dénoncé les lois répressives mises en place par les autorités ukrainiennes. La chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton, avait également exprimé son inquiétude quelques jours auparavant... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

L'Ukraine se rapproche de l'union douanière mise en place par la Russie

Le 15 janvier 2014, le gouvernement ukrainien a approuvé un



programme de coopération jusqu'à 2020 visant à augmenter le commerce et les investissements avec l'union douanière composée par la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan. Avec ce programme, l'Ukraine estime pouvoir augmenter les flux commerciaux bilatéraux de 10 à 15% et les investissements de 15%. Le programme prévoit une coopération dans les domaines commerciaux et économiques, dans l'énergie, les transports, les règlements techniques, dans la recherche scientifique et dans la coopération transfrontalière... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) |

Suisse :

Négociations UE-Suisse sur la fiscalité de l'épargne



La Suisse et l'UE ont tenu le 17 janvier 2014 à Berne leur première réunion concernant la révision de l'accord sur la fiscalité de l'épargne. L'objectif était de "fixer les modalités techniques des négociations". La réunion fait suite à l'adoption le 18 décembre 2013 par le gouvernement suisse du mandat de négociation sur la révision de l'accord sur la fiscalité de l'épargne conclu avec l'Union européenne. De son côté, la Commission européenne a été chargée en mai dernier par le Conseil des ministres des finances de l'UE (Ecofin) de renégocier avec la Suisse cet accord. L'UE veut combler les lacunes de l'actuel accord, qui ne s'applique pas à toutes les formes d'épargne, et empêcher que des personnes y échappent en se protégeant derrière des sociétés-écrans... [Lire la suite](#)

Aéronautique :

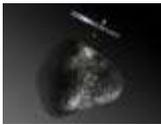
Airbus atteint un record commercial historique



L'entreprise européenne Airbus a déclaré le 13 janvier 2014 avoir atteint un record commercial historique tant dans la livraison et les commandes que dans le nombre d'avions utilisés dans le monde. Dans son communiqué, Airbus affirme avoir dépassé les objectifs fixés pour 2013 en ayant livré 626 avions (493 A320, 108 A330, 25 A380) à 93 clients (dont 15 nouveaux). La société, établie à Toulouse, a enregistré 1 619 commandes, soit onze de plus que l'année précédente. Enfin, Airbus arrive en tête des industries aéronautiques avec 5 559 avions en utilisation dont la valeur s'élèverait à 809 milliards de dollars (environ 591 milliards d'euros). A la fin de son communiqué, l'entreprise ajoute qu'elle a embauché 3 000 personnes au cours de l'année 2013. Quant au pan militaire, le communiqué affirme qu'Airbus military a livré 31 appareils dont 7 A330MRTT et 2 A400M à l'armée de l'air française... [Lire la suite](#)

Espace :

La sonde européenne Rosetta se réveille



Le 20 janvier 2014, la sonde européenne Rosetta s'est réveillée après 31 mois de sommeil. La sonde spatiale a été lancée en 2004 pour analyser la comète 67P/Tchourioumov-Guérassimenko. Avec cette sonde, l'Agence spatiale européenne cherche à comprendre l'évolution du système solaire depuis sa naissance. La sonde doit rencontrer la comète à l'été 2014 et la suivre jusqu'en 2015. Elle a effectué environ 7 milliards de kilomètres depuis son lancement en mars 2004 et a pris environ 6 heures pour se réveiller complètement... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Eurostat :

Excédent du commerce de biens de la zone euro et de l'UE



D'après les premières estimations publiées par Eurostat le 15 janvier 2014, pour le mois de novembre 2013, la zone euro a enregistré un excédent du commerce international de biens de 17,1 milliards d'euros avec le reste du monde, comparé à +12,5 milliards en novembre 2012. Le solde enregistré au mois d'octobre 2013 s'établissait à +16,8 milliards, contre +9,6 en octobre 2012. En novembre 2013 par rapport à octobre 2013, les exportations corrigées des variations saisonnières ont baissé de 0,2% et les importations de 1,3%. Pour l'UE, l'excédent est de 3,4 milliards d'euros, contre -3 milliards en novembre 2012. En octobre 2013, le solde était de +4,8 milliards, contre -10,2 en octobre 2012. En novembre 2013 par rapport à octobre 2013, les exportations corrigées des variations saisonnières ont diminué de 0,6% et les importations de 1,4%... [Lire la suite](#)

Un taux d'inflation de 0,8% dans la zone euro



Le 16 janvier 2014, Eurostat a indiqué que l'inflation dans la zone euro était en légère baisse en décembre 2013, s'inscrivant à 0,8% alors qu'elle était à 0,9% le mois précédent. En décembre 2012, le taux d'inflation était de 2,2%. Le taux d'inflation mensuel de la zone euro a été de 0,3% en décembre 2013. Au niveau de l'Union européenne, le taux d'inflation est resté stable et s'élève à 1%. Les taux annuels les plus faibles ont été observés en Grèce (-1,8%), à Chypre (-1,3%), en Bulgarie (-0,9%) et en Lettonie (-0,4%)... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

Moins de piraterie maritime en 2013, selon le Bureau maritime international



Le Bureau maritime international (BMI) a répertorié 264 actes de piraterie maritime dans le monde en 2013, le plus bas niveau depuis sept ans, ce qui s'explique par l'effondrement du nombre d'attaques au large des côtes somaliennes. Le niveau de la piraterie mondiale a ainsi baissé de 40% depuis 2011, année au cours de laquelle les attaques au large de la Somalie avaient atteint un sommet avec 237 épisodes, indique le rapport annuel du BMI. En 2013, seuls 15 incidents ont été enregistrés au large des côtes somaliennes, contre 75 en 2012. À cet égard, l'Union européenne mène depuis 2008 une opération militaire pour contribuer à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et de brigandage au large des côtes de la Somalie. Cette opération a eu de nombreux succès... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Les conséquences fiscales de l'immigration roumaine et bulgare



Le portail politique du Centre for Economic Policy Research, VoxEU, a publié une étude de Joakim Ruist intitulée : "Les conséquences fiscales d'une immigration illimitée provenant de Roumanie et de Bulgarie". L'analyse est centrée sur la Suède qui n'a jamais limité l'immigration venant de ces deux États membres de l'Union européenne. Elle montre que ce régime libéral a apporté une contribution positive non négligeable aux finances publiques suédoises. L'étude analyse ensuite les conséquences qu'il faut en tirer pour les autres États membres de l'Union européenne... [Lire la suite](#)

Le fossé entre riches et pauvres, principal risque pour le monde en 2014



À l'occasion de la publication de l'édition 2014 du rapport "Global Risks" par le Forum économique mondial, l'organisation internationale pointe, dans un communiqué datant du 16 janvier 2014, le fossé entre riches et pauvres. La disparité des revenus serait, selon le rapport, le risque le plus susceptible d'avoir des incidences à l'échelle mondiale dans les dix années à venir. L'enquête servant de base au rapport a été menée par plus de 700 experts mondiaux et a analysé l'impact mondial de 31 risques globaux pour les dix prochaines années. Après la disparité des revenus, ce sont les événements météorologiques qui sont le plus susceptibles de créer un choc systémique à l'échelle mondiale. Le chômage et le sous-emploi, les changements climatiques et les cyber-attaques suivent... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Culture :

Le monde de Leonardo à Saint-Marin



Jusqu'au 16 mars 2014, le Palais des Congrès Kursaal à Saint-Marin consacre une exposition à l'œuvre de Leonardo da Vinci. L'exposition propose une reconstruction d'environ 200 inventions et machines créées par l'artiste. Il est aussi possible d'admirer des reconstructions digitales de ses œuvres, parmi lesquelles "La Cène" et son autoportrait, en appréciant les couleurs originales... [Lire la suite](#)

BRAFA : ouverture de la foire des antiquaires de Bruxelles



La foire des antiquaires de Bruxelles, dit la BRAFA (Brussels Antiques & Fine Arts Fair) ouvrira ses portes le 25 janvier 2014 jusqu'au 2 février. Plus de 130 exposants venant de toute l'Europe seront présents. En 2014, le Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC) est l'invité d'honneur de la BRAFA... [Lire la suite](#)

40ème Salon des Antiquaires et de l'Art contemporain à Bordeaux



Du 25 janvier au 2 février 2014, la ville de Bordeaux organise le 40ème Salon des Antiquaires et de l'Art contemporain. Les exposants, au nombre d'une centaine, pourront montrer que l'antiquité n'a jamais été aussi moderne. Ils présenteront des antiquités allant des époques grecque et romaine jusqu'au XXe siècle... [Lire la suite](#)

Festival d'Air d'Islande à Paris



Le Festival d'Air d'Islande se tiendra à Paris du 23 janvier au 8 février 2014. Air d'Islande est un projet fondé en 2007 afin de promouvoir la culture islandaise en France. Des manifestations cinématographiques, musicales et théâtrales se tiendront au Centre Georges Pompidou, au Point Ephémère et à l'Institut finlandais... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



20 janvier
Bruxelles
Conseil Affaires étrangères



22-24 janvier
Montreux
Conférence internationale sur la Syrie (Genève-2)



22-25 janvier
Davos
44ème Forum économique mondial



27 janvier
Bruxelles
Réunion de l'Eurogroupe



28 janvier
Bruxelles
Conseil Affaires économiques et financières

Bruxelles
Sommet UE-Russie

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Inga Groth, Pauline Massis Desmarest, Charles de Marcilly ;
Antonello Cadinu, Raphaël Frison, Victoria de Posson, Anouk Richard

Rédacteur en chef : Pauline Massis Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque,

enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)